



**HAL**  
open science

## Haut-Karabagh : une poudrière méconnue

Françoise Ardillier-Carras, Gérard-François Dumont

► **To cite this version:**

Françoise Ardillier-Carras, Gérard-François Dumont. Haut-Karabagh : une poudrière méconnue. 2016, pp.1-4. halshs-01315971

**HAL Id: halshs-01315971**

**<https://shs.hal.science/halshs-01315971v1>**

Submitted on 13 May 2016

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Société de  
Géographie

# Haut-Karabagh : une poudrière méconnue

par *Françoise Ardillier-Carras. Professeur émérite des Universités en  
Géographie, Orléans,*

et *Gérard-François Dumont. Recteur, Professeur des Universités en Géographie, Paris-Sorbonne. Mai  
2016 -*

**Dans la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 avril 2016, une attaque engagée par l'Azerbaïdjan et reconnue comme telle par l'agresseur lui-même, a dangereusement aggravé le fragile équilibre né du cessez-le-feu du 16 mai 1994 entre les forces arméniennes et l'Azerbaïdjan.**

Cette nuit de début avril a été marquée par les combats à l'arme lourde, les plus violents depuis 22 ans le long des frontières de l'Arménie, dans la région Tavush, et de la ligne de cessez-le-feu du Karabagh, même si, depuis, chaque année a vu éclater des incidents armés.

## Une Guerre des trois jours...

L'attaque de l'Azerbaïdjan, utilisant de l'artillerie, des missiles sol-sol et des blindés, s'est caractérisée par les faits suivants : villes délibérément ciblées par des bombardements de l'armée azerbaïdjanaise sur le territoire du Haut-Karabagh, où vivent des Arméniens, enfants tués dans la cour de leur école, civils mutilés et assassinés par des commandos infiltrés d'Azerbaïdjan spécialement à cette occasion. « La communauté internationale, parfaitement au fait de tout cela, doit donc prendre ses responsabilités » [1]. Ainsi s'est exprimé un groupe de parlementaires français appelant « la Présidence du groupe de Minsk [2] de l'OSCE à diligenter une commission d'enquête qui établira les faits et les responsabilités » [3].

Dès le début des hostilités, le président russe Vladimir Poutine a appelé les parties à un cessez-le-feu. Il est vrai qu'une reprise du conflit pourrait avoir pour conséquence d'embraser toute la région sachant que l'Azerbaïdjan, pour sa part, a déjà annoncé à plusieurs reprises qu'il compte reconquérir le Haut-Karabagh militairement si les négociations de paix échouent. Or, celles-ci ont commencé il y a 22 ans et n'ont toujours apporté aucun résultat souhaité par l'Azerbaïdjan. De son côté, la Turquie a confirmé son plein soutien à l'Azerbaïdjan « jusqu'à l'apocalypse ». Quant à l'Iran, restée silencieuse, il est acquis qu'elle entretient des relations très suivies avec l'Arménie.

Moscou a fini par obtenir un cessez-le-feu le 5 avril 2016, mais c'est bien une guerre de trois jours qui s'est déroulée avec un gain territorial de l'Azerbaïdjan, certes limité à quelques collines, quelques positions de terrain, mais le premier [4] depuis 1994. La majeure partie de ces avancées a été reprise par l'armée du Karabagh, au lendemain des premiers combats, tel le village de Talish, point stratégique au nord, brièvement contrôlé par les troupes azerbaïdjanaises. Pour comprendre l'enchaînement des événements, il faut prendre en compte quelques « clés » issues de l'Histoire et de la géopolitique de la région.

## ... aux soubassements historiques soviétiques

Le Haut-Karabagh, Artsakh pour les Arméniens, est situé dans le Sud Caucase, ou Transcaucasie, région où la géographie diversifiée, combinée avec l'héritage de l'histoire, donne une population répartie selon des ethnies variées, attachées à des conceptions religieuses différentes. Le Haut-Karabagh, région montagneuse de 4 400 km<sup>2</sup>, se trouve à un carrefour d'empires, auxquels elle appartient : l'empire perse, puis l'empire russe des Tsars (XIX<sup>e</sup> siècle) et, à partir de 1920, « l'empire » soviétique jusqu'en 1990. Marqué par le pluriculturalisme, au contact de cultures et d'échanges économiques multisécularisés, le Haut-Karabagh (Nagorno Karabagh pour les Russes) s'est toujours trouvé confronté à des tensions issues des colonisateurs en place.

Le conflit du Haut-Karabagh trouve ses origines dans des volte-face consécutives à la soviétisation des républiques d'Arménie et d'Azerbaïdjan, en 1920.

Au départ, une décision [5] du Comité révolutionnaire azerbaïdjanais, confirmée par Staline, se prononce pour l'appartenance du Haut-Karabagh à l'Arménie, ce que valide un décret du gouvernement arménien le 3 juin 1921 publié à Erevan et à Bakou : « Le Haut-Karabagh fait désormais partie intégrante de la République Socialiste Soviétique d'Arménie ». Mais un mois plus tard, le Bureau caucasien du Comité central du Parti Communiste (*Kavburo*) modifie cette décision le 5 juillet 1921, déniait le statut de République à cette région majoritairement peuplée d'Arméniens, pour l'inclure au sein de la République socialiste soviétique (RSS) d'Azerbaïdjan en 1923. Staline est alors commissaire du peuple pour les nationalités de l'URSS. Edifié en « région autonome [6] » (statut juridique) au sein de la République socialiste soviétique d'Azerbaïdjan, ce petit territoire montagneux, peuplé pour 95 % d'Arméniens, se trouve ainsi enclavé dans un espace qui lui est « étranger ». Dans le même temps, le Nakhitchevan, situé de l'autre côté du territoire de l'Arménie, devient République autonome, exclave de l'Azerbaïdjan, dont elle dépend administrativement, et est rapidement « azérisée ». De 1923 à la fin de l'URSS, les autorités (communistes) de la région autonome du Haut-Karabagh ne cessent de réclamer leur rattachement à l'Arménie.

Ainsi sont posées les bases d'un conflit, qui, latent au cours des soixante-dix années de communisme, va se réveiller violemment lors de la pérestroïka.

## Un marqueur de la fin de l'URSS

La guerre du Haut-Karabagh qui va commencer en 1991 n'est pas un « détail » localisé de l'histoire, mais un marqueur de la fin de l'URSS, car, à la fin des années 1990, pour la première fois depuis 70 ans, Moscou ne parvient pas à contrôler des violences entre les « nationalités » [7] vivant au sein de l'URSS.

Le 26 février 1988, en pleine perestroïka, une manifestation géante se déroule à Erevan, demandant le rattachement du Haut-Karabagh à l'Arménie. Le lendemain, en réponse, un pogrom perpétré par les Azéris à Soumgaït, près de Bakou, décime la population arménienne, déclenchant immédiatement le premier chassé-croisé de réfugiés ou de déplacés. Ce sont les prémices d'un conflit inter-ethnique : des dizaines de milliers d'Arméniens d'Azerbaïdjan se réfugient en Arménie, et des dizaines de milliers d'Azéris d'Arménie se réfugient en Azerbaïdjan. L'académicien Sakharov déclare : « Aucune demi-mesure, aucun discours sur l'amitié entre les peuples ne peut calmer la population arménienne. Si quelqu'un en doutait encore avant Soumgaït, après cette tragédie, plus personne n'a le droit moral d'insister sur le maintien du Haut-Karabakh sous juridiction territoriale de l'Azerbaïdjan » [8].

Photo 1 : Jivani



*Jivani, ville située sur territoire d'Azerbaïdjan, près de la frontière S-E du Karabagh est aujourd'hui dans une zone sous contrôle des forces arméniennes. Peuplée d'Azéris avant la guerre du Karabagh (1990-1994), elle compte une quarantaine de familles arméniennes, réfugiées ou déplacées, vivant ici dans des habitations construites parmi les ruines de la guerre.* »  
©F. Ardillier-Carras

En regard de la situation de conflit, exacerbée alors que l'URSS s'effondre, il convient d'évoquer la question de la démographie politique [9]. En 1921, la population du Haut-Karabagh était arménienne à 94,4 %. En 1987, à la suite de l'implantation d'Azéris dont la fécondité est d'ailleurs plus élevée, cette population arménienne ne représentait plus que 75,9 % de la population Haut-Karabagh sur un total de 162 200 habitants, dont précisément 123 100 Arméniens et 37 300 Azéris. Avec le conflit et les effets des chassés-croisés de population, les Arméniens sont aujourd'hui ultra-majoritaires dans les zones du Karabagh sous contrôle arménien ; en revanche, dans les districts du Karabagh sous contrôle de l'Azerbaïdjan (notamment Chahoumian), la population est essentiellement composée d'Azéris, c'est-à-dire l'ethnie très majoritaire parmi les habitants de l'Azerbaïdjan. Dans ce contexte, le conflit du Haut-Karabagh est davantage un conflit ethnique arménien-azéri qu'un conflit étatique arméno-azerbaïdjanais, comme on le présente souvent.

Le 10 décembre 1991, un référendum au Haut-Karabagh donne une écrasante majorité (99,89 % de oui) en faveur de l'indépendance de la République du Haut-Karabagh, où s'exprime la population arménienne du Karabagh, alors que les Azéris ont boycotté le référendum. Ainsi, le Haut-Karabagh ne quitte pas seulement l'Azerbaïdjan, mais aussi l'URSS, il est vrai en agonie puisqu'elle cesse officiellement d'exister le 26 décembre 1991.

Alors débute un conflit engendrant au Haut-Karabagh en 1991 une véritable guerre gagnée par les Arméniens et arrêtée le 16 mai 1994 par un cessez-le-feu sur une ligne qui empêche toute relation entre l'Azerbaïdjan et le Haut-Karabagh, dont la quasi-totalité des limites géographiques administratives soviétiques est partagée avec l'Azerbaïdjan, et d'où résulte l'enclavement géopolitique total du Haut-Karabagh. La ligne de cessez-le-feu, longue de plus de 250 km, est militarisée des deux côtés.

Une des spécificités de cette guerre tient à plusieurs éléments, notamment la crise institutionnelle et des nationalités à la fin de l'URSS. Mais aussi, et en particulier, « une guerre pour une enclave » [10], où la géographie permet d'expliquer bien des aspects sur le terrain.

Le résultat de la guerre 1991-1994 est mis en évidence par la carte 1. Le Haut-Karabagh contrôle non seulement l'essentiel de son périmètre historique, mais aussi plusieurs zones adjacentes. Quatre catégories de territoires peuvent être distinguées :

1. le territoire officiel du Haut-Karabagh en gris clair (4 400 km<sup>2</sup>) qui comprend six régions, Askéran englobant la capitale Stepanakert, Chahoumian, Chouchi, Hadrouit, Mardakert et Mardouni.
2. les deux territoires-tampons entre l'Arménie et le Haut-Karabagh, en hachures grises, telles que Latchine (1 835 km<sup>2</sup>) au sud-ouest du corridor du même nom, et Kelbajar au nord-ouest (1 936 km<sup>2</sup>), ces territoires étant officiellement azéris mais administrés *de facto* par le Haut-Karabagh.
3. les deux zones azéris sous contrôle militaire du Haut-Karabagh au nord et à l'est, (hachures grises) comprennent cinq districts, Agdam contrôlé à 77 % par l'armée karabaghienne (l'ensemble du district s'étendant à 842 km<sup>2</sup>), Fizouli, à 33 % (462 km<sup>2</sup>), et l'ensemble des districts de Djebraïl (1 050 km<sup>2</sup>), Koubatli (802 km<sup>2</sup>) et Zanguélan (707 km<sup>2</sup>).

○ Deux districts du Haut-Karabagh, contrôlés par l'Azerbaïdjan, le district de Chaoumian, au nord, et une partie du district de Martouni en hachuré, au S-E.

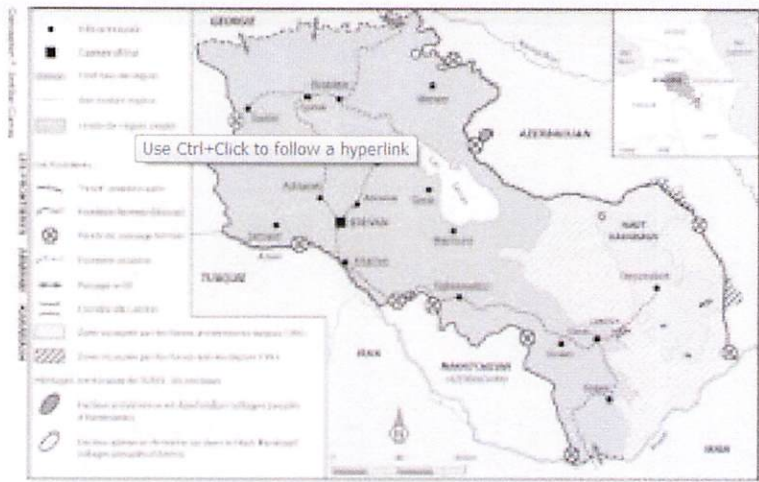


Photo 2 : Fizouli



Fizouli était une grande ville d'Azerbaïdjan, le long de la Varanda. Elle est située dans la zone sous contrôle de l'armée du Karabagh depuis 1992. ©F. Ardillier-Carras

### Les contradictions de la géopolitique internationale : entre intégrité territoriale et autodétermination

Outre la clé historique, le conflit du Haut-Karabagh s'inscrit dans les contradictions de la géopolitique internationale. D'une part, les instances internationales sont attachées au refus de modifications frontalières, donc à l'intégrité territoriale et à l'intangibilité des frontières. D'autre part, le droit international reconnaît l'autodétermination ou droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Ces deux éléments qui relèvent de

logiques opposées sont les pierres d'achoppement auxquelles se trouve confronté le groupe de Minsk et l'une des explications au fait qu'aucun traité de paix n'ait été entériné suite au cessez-le-feu de 1994. Là où l'Azerbaïdjan prétend défendre son intégrité territoriale face à la politique « expansionniste » d'Erevan, le Haut-Karabagh souligne son droit à l'autodétermination face aux discriminations historiques imposées par l'URSS, puis par Bakou.

### Les effets des conflits moyen-orientaux

En outre, il est impossible de ne pas constater que l'escalade militaire de début avril 2016 dans le Haut-Karabagh intervient à un moment où la Russie et la Turquie sont en pleine crise diplomatique, sur fond de guerre en Syrie. Cela peut expliquer, du moins en partie, le regain de tension tandis que le régime azerbaïdjanais peut justifier son autoritarisme interne au nom de l'objectif de l'intégrité territoriale.

Enfin, une autre clé du conflit s'explique par une situation d'enclavement et d'isolement qui explique en partie l'état d'esprit géopolitique des Arméniens.

Carte 2 : Les frontières de l'Arménie et son enclavement dans le Sud-Caucase

### Un triple enclavement

Enclavée faute d'accès direct à un espace maritime, le Karabagh subit aussi un triple enclavement sous l'effet des conflits et des tensions du Sud-Caucase. D'abord, les choix soviétiques ont eu pour effet de l'enclaver dans l'Azerbaïdjan. Ensuite, ses échanges avec l'Arménie sont particulièrement difficiles pour des raisons à la fois géographiques et géopolitiques. Enfin, l'enclavement de cette région se trouve accentué par les réalités géopolitiques du Sud-Caucase.

Aujourd'hui enclavé dans l'État où le système soviétique l'a affecté, enclavé compte tenu de l'étroite porte – le corridor de Latchine – lui permettant une circulation des hommes et des marchandises avec l'extérieur, le Haut-Karabagh se trouve enclavé pour une troisième raison : cette étroite porte n'ouvre ni sur le monde, ni sur un continent, ni sur un sous-continent, mais seulement sur un petit pays lui-même enclavé : l'Arménie, notamment en raison du blocus décrété en 1993 par les Etats turcophones de la région, Turquie et Azerbaïdjan, en représailles de la guerre du Haut-Karabagh. Ce





triple enclavement du Haut-Karabagh est particulièrement mis en évidence par l'impossibilité de s'y rendre en transport aérien, le blocus empêchant d'utiliser des couloirs aériens qui conduiraient à l'aéroport de la capitale Stepanakert.

Pour les Arméniens, rejoignant la « question arménienne », l'enjeu de la reconquête des terres perdues revêt une signification plus identitaire et sécuritaire que véritablement spatiale. La sanctuarisation du Karabagh, élevé au rang de symbole – comme l'Ararat, montagne biblique, autre symbole de terres perdues [11] – fait écran aux réels mobiles qui commandent leur perception de ce territoire, alors que la sécurité reste, fondamentalement, le maître-mot du combat engagé. Floués, au long de l'Histoire, au nom d'intérêts qui ne sont pas les leurs, sans cesse amputés de portions territoriales au profit de voisins ennemis, en lutte permanente contre l'hostilité du monde turcophone, les Arméniens restent obstinément attachés à leurs terres pour ne pas être rayés de la carte.

Du côté azéri, ethno-nationalisme et intégrité territoriale composent la vision de la question. La république indépendante d'Azerbaïdjan s'oppose à ce qu'elle considère comme des visées pour maintenir à tout prix le statu quo territorial. Pour les Azéris, que représente le Haut-Karabagh ? Un îlot de hautes terres, une référence historique, ou un moyen de conserver un droit issu d'une politique déchuée ?

La différence d'appréciation de deux parties arménienne et azérie explique qu'il s'agisse « d'un conflit sans fin » [12].

La guerre des trois jours de début avril 2016 a replacé la question du Haut-Karabagh sous les projecteurs de l'actualité internationale. Il reste que, en dépit du cessez-le-feu affiché par l'Azerbaïdjan sous certaines conditions, unilatérales, le risque d'embrasement demeure. Comprendre l'engrenage de violence dans le Sud-Caucase suppose également de se rappeler que, pour les Arméniens y vivant comme pour les diasporas arméniennes, il s'inscrit dans une triste logique historique dramatique pour le peuple arménien. La question arménienne et le génocide de 1915 restent enracinés dans les mémoires.

Aussi tout se passe sur fond de risque sécuritaire pour l'Arménie, « avant-poste chrétien [13] », qui voit, depuis des siècles, l'acharnement des voisins turcophones à vouloir supprimer ce « caillou » chrétien qui dérange une expansion territoriale dont les Arméniens ont été victimes tout au long de leur histoire.

Françoise Ardillier-Carras et Gérard-François Dumont

[1] *Le Monde*, 7 avril 2016.

[2] Groupe créé le 24 mars 1992 par la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), devenue ensuite l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) afin d'encourager la recherche d'une résolution pacifique et négociée entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan du conflit les opposant sur le Haut-Karabagh. Le groupe de Minsk est co-présidé par la France, la Fédération de Russie et les États-Unis d'Amérique

[3] *Le Monde*, 7 avril 2016.

[4] C'est pourquoi Jean-Dominique Merchet a titré : « Comment Bakou a gagné la guerre des trois jours », *L'Opinion*, 13 avril 2013.

[5] Torossian, Sévag, *Le Haut-Karabagh arménien. Un État virtuel ?*, Paris, L'Harmattan, 2006.

[6] Le statut du Haut-Karabagh est mentionné dans la Constitution de l'URSS (article 15) de 1924, puis de 1936 (article 24 et de 1977 (article 87).

[7] Rappelons que le terme « nationalité » utilisé en URSS correspond à ce que l'on désigne généralement des ethnies.

[8] Kahn, Michèle, « Le Haut-Karabakh au cœur du nouvel État », *Le Courrier des pays de l'Est*, n° 1067, 2008/3.

[9] Dumont, Gérard-François, *Démographie politique. Les lois de la géopolitique des populations*, Paris, Ellipses, 2007.

[10] Minassian, Gaïdz, « Une guerre pour une enclave », *Cahiers de l'Orient*, n° 57, 2000.

[11] Puisque le Mont Ararat fait partie de la Turquie depuis le traité de Lausanne en 1923.

[12] Dumont, Gérard-François, « Haut-Karabagh : géopolitique d'un conflit sans fin », *Géostratégiques*, n° 38, 1<sup>er</sup> trimestre 2013.

[13] Ardillier-Carras, Françoise et Balabanian, Olivier, *L'Arménie, avant-poste chrétien dans le Caucase*, Glénat, 2003 et 2006.